

Ici St Sauveur le 24 août 1859

Mon cher Walewski. Je reçois votre lettre du 22 et je suis charmé que vous m'ouvriez votre cœur, car il ne doit pas rester d'équivoques entre nous et j'ai trop d'amitié pour vous pour ne pas recevoir avec plaisir l'expression de vos idées et de vos opinions, de même que je vous dirai franchement ma manière de voir. Vous vous plaignez de ce que les agents étrangers comme les miens cherchent à connaître ma pensée n'étant pas toujours sûrs qu'elle soit reproduite fidèlement par mon Ministre. Eh bien ! je n'hésite pas à dire que si la chose existe, la faute en est beaucoup plus à vous qu'à moi. En effet, il ne suffit pas à un Ministre de connaître la pensée du Souverain pour l'exécuter fidèlement ; il faut encore que tous les jours dans une foule de détails, il sache lui donner la couleur voulue. C'est malheureusement ce que vous ne



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

faites pas toujours, et alors la perspicacité du vulgaire ne s'y trompe pas et on aperçoit tout de suite une différence entre les paroles du souverain et celles du ministre. Je ne veux pas remonter à l'époque du Congrès, où le duc de Cambridge vit, dès le premier abord, que je ne partageais pas toutes vos appréhensions, ni à l'époque qui a précédé la guerre, où vous ne cachiez pas vos terreurs et votre désapprobation de la brochure de La Guerronnière qui, aujourd'hui, est le programme que tout le monde accepte ; mais, aujourd'hui même, je vois le Journal Le Pays, inspiré par vous et disant des choses qui sont diamétralement opposées à mes idées et à mes convictions : comment voulez-vous donc qu'après cela tout le monde ne voie pas une différence entre mes opinions et les vôtres ?

.



Vous dites que vous n'êtes pas révolutionnaire et vous faites avancer par le Pays que tant que le suffrage universel n'existe pas les chambres ne sont pas l'expression vraie de l'opinion publique. Alors toutes les assemblées de l'Europe exceptée la nôtre ne représentent rien. Vous vous faites révolutionnaire pour le besoin de la cause, personne ne s'y trompe et de là les commentaires.

Se dire aujourd'hui opposé à la révolution c'est jouer sur les mots, ou ne pas comprendre notre époque et ma cause. Si je ne représente pas la révolution française en Europe, je ne représente rien et Henri V serait beaucoup mieux à ma place, car la révolution ce sont les principes de 89. C'est le gouvernement représentatif, c'est-à-dire une chambre librement élue, votant les lois et l'impôt; c'est le souverain ayant une liste civile et ne puisant plus à son gré dans le trésor public c'est le code Napoléon, assurant les droits de la (page cornée)



*et sanctionnant l'égalité de la loi et des successions ;
c'est la justice indépendante du pouvoir exécutif ; c'est
l'égalité des charges et l'admission de tous aux emplois ;
c'est l'armée composée de l'élite de la nation
et non plus de mercenaires ; c'est enfin la liberté
individuelle, celle d'écrire, de penser et de croire, réglée
et garantie par des lois. Eh bien, lorsqu'en
Europe des peuples font des révolutions pour obtenir
ces bienfaits que nous possédons et qu'ils n'ont obtenus
que momentanément sous le Premier Empire, à
la suite de nos victoires, ils tournent naturellement
leurs espérances vers moi, parce que je suis le
représentant de ces idées qui, quoiqu'on en dise, n'ont
pas encore fait le tour de l'Europe et qui ont été
retardées par l'apparition d'une secte impie qui
confond 89 avec 93.*

*Je vous répète tout cela parce qu'il est
bien important que mes Ministres soient toujours
bien empreints de ces idées fondamentales et je voudrais*

que vous relisiez les idées Napoléoniennes que j'ai écrites en 1837. Mes convictions ne sont pas changées. Mais pour en revenir à la question actuelle, voici comment je la comprends :

Pour avoir la paix j'ai dû, bien à contre cœur, accepter le principe de la Restauration des Ducs ; ce que j'ai promis, je dois le faire loyalement ; mais, d'un autre côté, comme il a été entendu qu'on n'emploierait pas la force pour amener ces restaurations, est-ce politique de me faire ouvertement vis-à-vis des populations Italiennes le champion, quand même, des Ducs de Modène et de Toscane et d'encourager mes agents à décrier tout ce que les hommes les plus éminents de l'Italie accomplissent dans l'ordre et la légalité la plus parfaite ?

Pour rester fidèle aux préliminaires de Villafranca j'ai tâché d'influencer tous les hommes importants d'Italie sur l'opportunité du rappel des Ducs, mais maintenant que le sentiment et la volonté populaires
[se]



se sont exprimées d'une manière irrévocable, j'écrirai franchement à l'Empereur que mon rôle dans cette affaire est terminé et que je ne puis me déclarer contre le non librement exprimé de tout un peuple.

La lettre que vous m'avez écrite m'obligeait à entrer dans tous ces détails, et à vous rappeler les dissentiments qui avaient eu lieu parfois entre nous, néanmoins, je désire très sincèrement vous garder, parce que je crois que malgré certaines divergences d'opinions vous êtes encore celui qui peut le mieux conduire les affaires extérieures du pays. Je vous reconnais de grandes qualités, une connaissance approfondie des affaires ; mais pour que les choses aillent bien, il faut absolument que vous vous imposiez le devoir de bien comprendre et de bien rendre ma pensée.

Je vous envoie la lettre que m'a écrite l'Empereur d'Autriche et la réponse que je lui fais. Vous garderez copie de la lettre de l'Empereur et vous



*m'enverrez l'original. Quant à ma lettre vous la cachèterez et vous l'enverrez à sa destination.
Recevez, Mon cher Walewski, l'assurance
de ma sincère amitié.*

Napoléon

*Le 26. Je ne vous envoie pas la lettre de l'Empereur
puisque j'apprends que vous en avez la copie.*

*Je reçois la lettre ci-jointe de Morny
Si vous croyez que cela soit utile j'enverrais
le Cte Reille à St Petersburg répondez moi
si refus.*

*En réponse à votre lettre, je ne puis encore
admettre de ce que demande le Pce de
Metternich. Il est impossible que nos troupes
passent par la Toscane. Le Constitutionnel ne
peut pas suivre la polémique du Pays ; celle
de la Patrie me convient mieux. Le Moniteur
doit rester muet. Quant à ma nouvelle
entrevue il faut la refuser pour le
moment. Vous pouvez donner un congé
à Ferrines [?] sans donner à son départ de
caractère politique.*

